

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4758 - Mardi 26 Novembre 2024 - Prix : 200 Fc

AGRESSION À L'ARME BLANCHE À MORONI

L'autre complice enfin arrêté par la gendarmerie



FOOTBALL FÉMININ AFRICAÏN

Kanizat Ibrahim :

*"Notre travail consiste à développer
le jeu et le résultat suit "*

LIRE PAGE 5

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

22 Djamadul Awal 1446

**Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Novembre 2024**

Lever du soleil:

05h 31mn

Coucher du soleil:

18h 14mn

Fadjr : 04h 18mn

Dhouhr : 11h 56mn

Ansr : 15h 29mn

Maghrib: 18h 17mn

Incha: 19h 31mn



PROJET DE RÉSILIENCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Des jeunes bacheliers à former en médecine vétérinaire

Le Projet de résilience des systèmes alimentaires (FSRP-KM) qui est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, vise à faire face à l'insécurité alimentaire. Le projet doit renforcer les capacités de production agricole résiliente, soutenir le développement durable des ressources naturelles pour des paysans agricoles résilients, et incite à une plus grande attention à la résilience des systèmes alimentaires dans l'élaboration des politiques nationales et régionales.

Le gouvernement à travers le projet, vient d'octroyer six bourses à des jeunes bacheliers pour une formation en médecine vétérinaire. La cérémonie pour la

remise des attestations aux boursiers s'est déroulée au siège du projet au ministère de l'Agriculture à Mdzambi samedi dernier, en présence des membres du cabinet et de certains parents. Le directeur des Stratégies agricoles et de l'Élevage le Dr Fouad Mohamed Oussoufa, a dressé un bref tableau de la situation prévalant en matière de cadres vétérinaires et a déclaré devant le manque de personnes ressources, le gouvernement a pris l'engagement d'octroyer ces bourses de formations.

Il a souligné que l'attribution de ces bourses s'est faite d'une manière transparente en respectant les critères définis dans les termes de référence. Il a demandé aux récipiendaires de faire preuve de responsabilité et de s'adonner aux études avec

sérieux, dans la mesure où ces bourses sont destinées à couvrir l'ensemble de leurs dépenses durant tout leur séjour. Ces futurs médecins vétérinaires devront être en contact avec le projet et ne pas hésiter à faire part de toute difficulté qu'ils pourraient rencontrer. Il faut dire que c'est une opportunité en or au moment où la plupart des étudiants éprouvent d'énormes difficultés dans le financement des études.

Le secrétaire général adjoint du ministère M. Ahamada Djoubeire n'a pas manqué de rappeler que ces fonds alloués viennent avant tout du ministère dont du contribuable. Aussi, il convient de garder à l'esprit que cette formation doit servir le pays car c'est un investissement « social » même si le postulant



Des jeunes bacheliers pour une formation en médecine vétérinaire.

est le premier bénéficiaire. Les bénéficiaires ont tenu à remercier toutes les structures qui leur ont permis d'être là aujourd'hui et ils ont pris l'engagement de ne pas démeriter la confiance que le pays place en eux pour apporter un mieux-être à notre population après

leur formation. Le coût total de cette formation est estimé à 200 millions de francs comoriens. La formation se déroulera à l'Université Cheikh-Anta-Diop de Dakar du Sénégal.

Mmagaza

FINANCES PUBLIQUES :

Les progrès du PAGF dévoilés aux partenaires officiels

La 6^e réunion du comité de pilotage du projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF) a eu lieu la semaine dernière au Retaj (Moroni). Cette rencontre avait réuni l'ensemble du secteur financier et les partenaires du projet afin de publier les objectifs atteints en 2024 et les perspectives pour 2025. Le ministre des finances, Ibrahim Mohamed Abdourazak, entend renforcer l'administration financière en infrastructures informatiques et mieux servir les contribuables.

C'était jeudi dernier, que la sixième réunion du comité de pilotage du projet d'appui à la gouvernance financière (PAGF) a été organisée à Moroni. Les partenaires étrangers dudit projet ont participé à cette rencontre qui a mis en lumière les activités réalisées en 2024. Dans son discours, le ministre

des finances Ibrahim Mohamed Abdourazak a souligné les performances enregistrées ces trois dernières années, en ce qui concerne la mobilisation des recettes fiscales avant de saluer l'adoption récente d'une nouvelle stratégie de réforme des finances publiques visant à renforcer l'efficacité de la gouvernance financière au niveau du pays tout en établissant un système de gestion des finances publiques performant et transparent, orienté vers les résultats pour la période 2024-2033.

Il a été question aussi de la remise d'un lot de matériel informatique qui a eu lieu récemment à la trésorerie générale visant à moderniser le service d'information et de communication du ministère. Cet appui de l'Agence française de développement (AFD) est un point fort des perspectives du PAGF pour 2025. « Avec le réseau informatique de nos administrations complètement réno-



uvé, on s'engage à renforcer nos capacités de collecte des données fiscales et de ressources intérieures pour une meilleure transparence de l'assiette fiscale », a promis l'argentier de l'Etat qui veut faire de l'accompagnement technique et financier des partenaires comme l'AFD et l'UE un véritable succès. Toujours dans les perspectives, le ministre fait

savoir que les projections budgétaires pour 2025, prévoient « une augmentation des recettes de 10,08% par rapport à 2024, indiquant une anticipation d'amélioration dans la collecte des revenus fiscaux. » Quant aux dépenses, elles devraient « augmenter de 7,73%, englobant la revalorisation des salaires, le recrutement de nouveaux policiers et la mise en

place d'une chambre anticorruption ».

Représentant du principal partenaire, le Premier conseiller de l'ambassade de France à Moroni a considéré le PAGF comme « le moteur de la bonne gouvernance financière », dans le pays. Dans son allocution, il a encouragé le gouvernement à poursuivre les réformes pour augmenter encore plus les ressources intérieures tout en élargissant l'assiette fiscale. Ce vœu a été également formulé par la représentante de l'Union européenne pour qui le projet « doit poursuivre la consolidation des acquis en matière de gestion budgétaire et de bonne gouvernance. Ainsi, la collaboration technique des départements du ministère est très importante pour permettre beaucoup plus la mobilisation des ressources intérieures ».

Kamal Gamal

Le Foyer des Femmes de Moroni s'est transformé en une scène vibrante d'émotions et de créativité vendredi 23 novembre dernier, lors de la représentation d'un Ukumbi comorien (cérémonie nuptiale réservée aux femmes) dans le cadre du Festival d'Arts Contemporains des Comores (FACC). Cette tradition culturelle, profondément ancrée dans l'identité comorienne, a réuni artistes, musiciens et spectateurs autour d'une célébration mêlant patrimoine et modernité.

Le ukumbi, un des piliers de la culture comorienne, est bien plus qu'une simple performance : c'est un lieu d'échange où récits, chants et danses célèbrent les luttes, les espoirs et l'histoire de la société. Sous les voûtes historiques du Foyer des Femmes de Moroni, cette tradition a été réinterprétée à travers une mise en scène contemporaine qui a su conjuguer l'héri-

FACC :

Ukumbi, symbole de l'identité comorienne

tage du passé avec les questionnements du présent. La soirée a été rythmée par des moments d'une grande intensité, notamment les prestations de mariés dansant au son des rythmes traditionnels, interrogeant subtilement le rôle du mariage dans la société comorienne. Des créations contemporaines, telles que des projections visuelles et des installations artistiques, sont venues enrichir cette immersion culturelle, offrant une expérience sensorielle unique.

De jeunes talents ont également trouvé leur place dans ce ukumbi. « Cet espace nous permet de partager nos visions du monde tout en restant fidèles à nos racines », a déclaré Saïd Abasse, un jeune musicien qui a habilement mêlé instruments modernes et sonorités traditionnel-

les. La diversité des participants, comprenant des spectateurs de différentes nationalités, a également marqué la soirée. « J'ai découvert ce qui constitue l'essence de l'identité comorienne. C'était à la fois émouvant et inspirant », a confié Sabine Michael, une spectatrice séduite par cette immersion.

Le ukumbi s'inscrit dans une démarche plus large du FACC visant à préserver et valoriser le patrimoine comorien tout en l'insérant dans une perspective contemporaine. En intégrant des éléments modernes et en encourageant des collaborations artistiques, le festival joue un rôle clé dans le rayonnement de la culture comorienne à l'international. Pour Houzaimata Ali, cette soirée était bien plus qu'une simple performance : « Ce

ukumbi a été une célébration de l'âme comorienne et un rappel vibrant de l'importance de préserver, d'adapter et de transmettre notre patrimoine aux générations futures. » Avec cet événement, le Festival d'Arts Contemporains des

Comores confirme une fois encore que la culture est une force vivante capable de rassembler, d'inspirer et de transcender les frontières.

Mohamed Ali Nasra



AGRESSION À L'ARME BLANCHE À MORONI

L'autre complice enfin arrêté par la gendarmerie

La traque du co-auteur de la violente agression perpétrée à l'agence Ria de Volo-volo a pris fin. La gendarmerie nationale a annoncé, samedi 23 novembre, l'arrestation de l'autre individu présumé responsable de l'attaque au couteau perpétrée contre un employé de l'agence Ria Money, le 21 novembre dernier. Cette arrestation a été réalisée grâce à une opération conjointe impliquant la Force comorienne de défense (FCD), la police nationale et la gendarmerie.

Cette arrestation apporte un grand soulagement à la population. Toutefois, les regards se tournent désormais vers la justice, qui devra se prononcer sur les peines encourues par les deux agresseurs. Après une cavale de 24 heures, le second suspect a été appréhendé dans la région d'Itsandra, plus précisément au village de Milembeni. Ce dernier, de nationalité malgache, a été capturé grâce à une traque minutieuse facilitée par une collaboration exemplaire entre les forces de sécurité et le soutien de la population. Les deux suspects seront prochainement défé-

rés devant le parquet.

Suite à cette arrestation, plusieurs questions se posent au sujet de l'enquête. Qui sont ces individus ? Quelle était leur mode de vie avant leur arrivée aux Comores ? Dans quelles circonstances sont-ils entrés dans le pays ? Ont-ils suivi des voies légales ou illégales ? Leur séjour était-il conforme à la réglementation administrative ? Par ailleurs, il est intrigant que le suspect en cavale ait choisi de se réfugier à Milembeni, alors qu'il aurait pu se cacher dans de nombreuses autres localités de Ngazidja. Ces interrogations appellent à un approfondissement de l'en-

quête pour mieux comprendre le contexte et prévenir d'autres actes similaires.

Cette agression doit alerter la société comorienne, en particulier les autorités, sur la gestion de l'immigration. À plusieurs reprises, les organisations patronales ont exprimé leurs inquiétudes face à l'augmentation non contrôlée des flux migratoires dans le pays. Lors d'une conférence de presse tenue le 18 novembre dernier, la Nouvelle Opaco, le Modec et le Synaco ont dénoncé la concurrence déloyale et l'installation anarchique d'étrangers sur le territoire pour y exercer des

activités commerciales souvent informelles. Ils ont également tiré la sonnette d'alarme face à la prolifération d'un commerce illégal.

Moins d'une semaine après ces déclarations, un caissier de l'agence Ria a été poignardé par des individus de nationalité étrangère. Il est temps que le ministère de l'Intérieur prenne ses responsabilités, car la situation devient préoccupante. Le manque de contrôle sur les flux migratoires expose le pays à des risques sécuritaires, et cette affaire en est une illustration dramatique.

Nassuf Ben Amad

PROCESSUS D'ENREGISTREMENT AUX EXAMENS :

Le ministère suspend temporairement l'école Mouigni Baraka



Sur ordre du ministère de l'éducation nationale (MEN) l'Office national des examens et concours (Onec) suspend temporairement l'enregistrement des candidats aux examens nationaux, issus de l'établissement scolaire Mouigni Baraka. Le motif de cette suspension révélé par le secrétariat général du ministère, serait le refus de l'école de se soumettre aux travaux de suivi et de collecte des données liées aux procédures de normalisation des établissements privés.

Jusqu'à présent, l'enregistrement des élèves de Mouigni Baraka aux examens nationaux est en suspens. Dans une lettre adressée au responsable de cet établissement scolaire, le secrétaire général du ministère de l'éducation nationale Saïd Soulé Saïd a notifié officiellement la mesure de suspension. « La concordance du rapport de travail des agents du ministère de l'éduca-

tion nationale sur leurs activités de suivi et de récolte des données au sein des établissements scolaires révèle l'absence de coopération de votre établissement lors de ces opérations. C'est dans ce contexte que le MEN vient d'ordonner à l'Onec de suspendre votre établissement dans le processus d'enregistrement aux examens nationaux jusqu'à nouvel ordre », lit-on dans ce courrier.

A travers cette missive, le secrétariat général du ministère a fait comprendre que la suspension de l'école Mouigni Baraka est une mesure qui peut s'alourdir si jamais l'école ne se manifestait pas dans un délai de 5 jours. « Passé ce délai, l'établissement scolaire sera retiré de la liste des écoles autorisées à exercer cette année 2024-2025 » précise la lettre. La balle serait donc dans le camp de l'école en question. Une grave mise en garde qui serait motivée par le processus de réforme engagé, notamment la décision

n°24-16/MENRSFIP/CAB. Cette situation aurait impacté l'agenda du directeur général, et fondateur de l'établissement, le professeur Ismaël Ibouroi. En France depuis quelques semaines pour un voyage privé, ce dernier est rentré le week-end dernier pour parer à l'urgence.

L'école Mouigni Mbarara est l'une des écoles privées de référence en termes de résultats, d'effectif et de qualité de l'enseignement. A l'heure où nous bouclions ces quelques lignes, nous n'avons pas pu joindre la direction de l'établissement. Ce qui est sûr les deux parties sont appelées à collaborer rapidement afin de trouver une solution, au risque de mettre en péril l'année scolaire de ses centaines d'élèves dont la plupart sont en classes d'examen. Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions.

Kamal Gamal

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE :

Plus de 50 jeunes sensibilisés

L'Agence comorienne de coopération internationale (ACCI), en collaboration avec l'UNICEF a organisé ce samedi 23 novembre à Moroni un atelier d'échanges et de sensibilisation sur les violences basées sur le genre. Cette réunion visait à mobiliser les jeunes dans la lutte collective contre ce fléau.

Cette année, l'Agence comorienne de coopération internationale (ACCI) a intensifié ses efforts en se concentrant sur les violences sexuelles touchant particulièrement les jeunes. L'agence a collaboré avec des établissements scolaires et mobilisé des experts pour accompagner les élèves et leurs encadrants dans l'identification, le signalement et le traitement de ces violences. Dans son intervention, le directeur général de l'ACCI, Moussa Abderemane, a souligné l'importance d'éduquer et de mobiliser

l'ensemble des acteurs de la société pour bâtir un environnement respectueux de la dignité et de la sécurité des enfants et des jeunes. « Ce projet s'inscrit dans notre engagement envers les Objectifs de Développement Durable et dans le cadre du Plan Comores Émergents, avec une priorité donnée à l'approche genre et enfance. Vous êtes ici en tant que représentants de la jeunesse, au cœur de cette lutte. Vous êtes les porte-paroles et les acteurs du changement. Par vos actions, nous pouvons espérer un avenir sans violence », a-t-il déclaré.

Selon M. Abderemane le terme « violences basées sur le genre » désigne toute forme de violence exercée contre une personne en raison de son genre, affectant de manière disproportionnée les femmes. Il a profité de l'occasion pour rappeler l'existence d'une législation claire sur le genre aux Comores, insistant sur la nécessité

d'un respect mutuel entre hommes et femmes. Pour cet événement, la plateforme Shwabaha a été mise en avant. Créée en 2022, cette initiative est un espace virtuel conçu pour sensibiliser, éduquer et outiller les jeunes comoriens afin qu'ils puissent agir face aux violences dont ils

sont témoins ou victimes, un phénomène amplifié par les réseaux sociaux.

Du côté des participants, plusieurs jeunes ont exprimé leur satisfaction et leur engagement. Raouddhoi Mohamed Abdou, élève au lycée communautaire

d'Itsandzeni, a déclaré : « cet atelier m'a permis de découvrir un sujet que je connaissais mal. Dans notre société actuelle, les violences sont fréquentes, et je m'engage à lutter contre elles en sensibilisant mon entourage ». Même son de cloche qu'Abdoulhalim Ismael, élève du lycée communautaire Maarifa d'Itsandzeni : « J'ai appris à reconnaître plusieurs types de violences que j'ignorais auparavant. Je suis déterminé à sensibiliser d'autres personnes pour contribuer à cette lutte ».

Grâce au soutien de l'UNICEF et à la coopération avec des partenaires locaux, l'initiative Shwabaha a été déployée dans les trois îles de l'archipel, touchant déjà plusieurs centaines de jeunes. Ce projet représente un pas important dans la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre aux Comores.

Mohamed Ali Nasra



VBG, plus de 50 jeunes sensibilisés.

LANCEMENT OFFICIEL DU PROJET ULANGA- MALI À MOHÉLI :

Une nouvelle ère pour la gestion durable des ressources

ULANGA-MALI, un projet d'appui à la gestion durable des ressources et du territoire des Comores (AGDRT) a été officiellement lancé à Nioumachoi Mohéli, le samedi 23 novembre 2024. C'est un projet financé conjointement par l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne pour 20 millions d'euros sur 6 ans. Une étape clé pour la préservation des ressources naturelles et l'aménagement du territoire aux Comores.

Plusieurs autorités nationales et insulaires, des notables, leaders communautaires et représentants des principaux partenaires du projet ULANGA - Mali d'appui à la gestion durable des ressources et du territoire des Comores

(AGDRT) ont pris part au lancement officiel, le samedi 23 novembre à Nioumachoua. C'est un projet de 6 ans, selon la directrice de l'AFD avec trois composantes dont le PNM, car l'île est riche en biodiversité. « Pour l'AFD, comme pour l'UE et pour des nombreux bailleurs, la préservation de l'environnement, de la biodiversité est un sujet extraordinairement important et sur Mohéli nos préoccupations globales rencontrent celles du peuple comorien et en particulier la population mohélienne. Nous allons continuer à soutenir le PNM, ce que nous allons demander, un peu de professionnalisme et espérons que ce parc soit un modèle pour les Comores », espère la directrice de l'AFD.

Un autre volet concerne le SAT



lancement officiel du projet ULANGA- MALI à Mohéli.

(schéma d'aménagement du territoire) qui est, selon la directrice, un outil de planification spéciale qui permet au pays d'orienter les activités du mouvement à travers une planification des biens durables au niveau spatial dans les trois îles. Les

objectifs principaux du projet sont donc de renforcer le PNM, garantir une conservation efficace de la biodiversité tout en améliorant les conditions de vie des communautés locales grâce à des financements pérennes. Assurer aussi une gestion

intégrée des bassins versants vulnérables à Mohéli en opérationnalisant le SAT pour protéger les ressources en eau et promouvoir une agriculture durable.

Élaborer également des SAT pour Ngazidja et Ndzouani en instaurant une planification territoriale durable et concertée, adapté aux besoins de chaque île fait partie des objectifs du projet. Le projet ULANGA - MALI, selon les responsables, représente bien plus qu'une initiative environnementale. « C'est un engagement collectif pour relever les défis climatiques, préserver nos richesses naturelles et bâtir un avenir prospère pour les générations futures », disent-ils.

Riwad

JOURNÉE INTERNATIONALE DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS

L'Alliance française de Fomboni au rendez-vous

Le 21 novembre, journée internationale des professeurs de français a été célébrée à l'Alliance Française de Fomboni. Plusieurs

activités culturelles et sportives ont été organisées par les professeurs de français de Mohéli afin de marquer cette journée.



C'est sous le thème « toutes championnes, tous champions, porteurs de la flamme francophone » que la Journée internationale des professeurs de français (JIPF) a été célébrée à l'Alliance française de Fomboni, comme partout dans le monde. Instituée en 2019 pour célébrer les enseignants de français et ceux qui enseignent en français dans les formations bilingues, dans le monde entier, cette journée a fait l'objet de plusieurs activités organisées à Fomboni. De la lecture en chaîne à des ateliers littéraires en passant par un concours d'orthographe, une lecture de poèmes, une chorale et un match de foot entre profs de français et vétérans de Fomboni, l'évènement avait mobi-

lisé du monde.

La Fédération internationale des professeurs de français organise ces journées en partenariat avec l'Agence universitaire de la francophonie. Appuyée par l'ambassade de France, la journée met en lumière la variété de la langue française, son intégration et le partage de sa culture. La langue française occupe une place prépondérante dans les différentes institutions éducatives de l'Union des Comores, et les professeurs de français occupent une position de premier plan. L'Alliance française souhaitait organiser cet évènement afin de devenir un havre de culture pour chaque professeur de français de l'île.

« Aujourd'hui nous avons

convié tous les professeurs de français de Mohéli à cette journée pour discuter, partager ensemble ce moment important » explique Djamael Ali Ballah, le Directeur de l'Alliance française. Et lui de poursuivre : « L'Alliance française de Fomboni est un espace ouvert à tous, un lieu d'apprentissage, mais aussi de partage. Que vous soyez passionnés par la langue française ou tout simplement curieux d'une nouvelle culture, vous êtes les bienvenus. Ensemble nous allons découvrir une nouvelle culture et un pont pour valoriser le dialogue dans cette région ».

Riwad

GESTION DE DÉCHETS :

Le laboratoire physicochimique ouvre ses portes

Les autorités du système éducatif et universitaire ont inauguré la semaine dernière un laboratoire de caractérisation physicochimique des déchets à Moroni, plus précisément à la faculté des sciences et techniques. Cette nouvelle salle de recherche a pour but de former les étudiants et stagiaires en matière de transformation des produits liés à la filière des déchets.

C'est à partir du projet TWENex que la faculté des sciences et techniques (FST) appelée naguère école de médecine (EMSP) s'est dotée d'un laboratoire physicochimique. Le projet TWENex veut à travers cette acquisition favoriser la « réalisation des analyses de caractérisation physicochimique des déchets en tant qu'outil d'aide à la décision indispensable aux stratégies de gestion des déchets. Assurer et accompagner la formation pratique des étudiants de niveau licence 3 dans leur cursus sur la gestion des déchets physiques. Le matériel peut être utilisé pour la réalisation des études de caractérisation ou le développement des systèmes de valorisation énergétique des déchets », décrit un document fourni à la presse par une représentante du TWENex.

Selon toujours ce document, ce laboratoire va permettre de développer des projets de recherche pour l'étude et le développement des systèmes de valorisation énergétique des déchets en matière organique, biogaz et la gazéification de la biomasse et des déchets

solides et puis assurer le programme d'encadrement des étudiants sur les différentes thématiques liées à la valorisation des déchets ». Ce projet initié par la Commission de l'océan Indien (COI) et le Mauritius Research and Innovation Council (MRIC) tient à apporter une solution majeure face aux problèmes des déchets existant dans la capitale tout en offrant des moyens de transformation des déchets organiques en énergie adaptée et accessible aux ménages et répondre aux enjeux de substitution des énergies fossiles et de déforestation dans l'océan Indien.

Lors de la cérémonie le recteur de l'université Ibouroi Ali Tabibou a salué l'objectif du projet tout en montrant la nécessité d'installer un laboratoire physicochimique à l'école de médecine et de santé

publique (EMSP). Pour lui, l'université est en perpétuelle transformation. Quant au ministre de l'enseignement supérieur Bacar Mvoulana, il a rappelé aux étudiants leurs objectifs universitaires en relation avec leur avenir. Le laboratoire physicochimique est

désormais en activité en vue de former des stagiaires et d'encadrer des étudiants dans le développement des produits issus de la recherche et l'innovation dans la filière déchets et énergies.

Kamal Gamal



inauguration du laboratoire Physico-chimie

FOOTBALL FÉMININ AFRICAIN

Kanizat Ibrahim :

"Notre travail consiste à développer le jeu et le résultat suit"

Au Maroc pour la finale de la ligue des champions féminine, Kanizat Ibrahim, cinquième vice-présidente de la CAF a bien voulu répondre à nos questions. Très impliquée dans le développement du football féminin africain depuis quatre ans, la première femme, et seule comorienne à siéger au sein du bureau exécutif de la CAF, revient sur les progrès enregistrés ces dernières années, et les perspectives d'avenir. Interview.

Question : Bonjour, madame la vice-présidente, vous venez d'organiser la troisième ligue des champions féminine de l'histoire, quel bilan tirez-vous de cette édition ?

Kanizat Ibrahim : Bonjour ! Tout d'abord, permettez-moi de vous remercier pour tous les efforts que La Gazette fait sur le suivi du football féminin. Nous avons organisé la 4ème édition de la WCL, la 3ème ayant eu lieu en Côte d'Ivoire en 2023. Comme chaque année, nous pouvons constater l'évolution du football féminin. Cette compétition permet d'évaluer les performances de nos équipes et l'engagement pris par la CAF. Le fait de voir de nouvelles équipes challenger à nos compétitions

nous réjouit passionnément. C'est un grand défi pour tout le monde, et après chaque édition la barre est encore plus haute.

Question : En 4 éditions, le TP Mazembe est le troisième vainqueur différent (Mamelodi Sundowns (2021-2023), As FAR (2022)). Qu'est-ce que cela signifie sur l'évolution du football féminin africain ?

K.I : Cette 4ème édition est tout simplement celle de la découverte d'une nouvelle équipe montante. Cela signifie aussi que n'importe quelle équipe peut se voir soulever la coupe. Tout est question de travail acharné et volonté sur le terrain. Notre travail consiste à développer le jeu et le résultat suit.

Question : Quels sont les moyens que la CAF compte mettre en place, pour permettre au football féminin de se développer davantage ?

K.I : Nous ne cessons pas de réfléchir sur le développement du football féminin en Afrique. Nous constatons une forte progression aussi bien sur le plan technique, physique que sportive. La Women Champion's League qui a été mise en place depuis

2020 confronte les meilleurs clubs d'Afrique et nous permet d'apprécier les résultats aujourd'hui. Également, la CAF organise des éliminatoires pour les phases finales de la Coupe du Monde Féminine U-20 de la FIFA et de la Coupe du Monde Féminine U-17 de la FIFA. Parallèlement, nous avons initié d'autres compétitions qui permettent aux filles de jouer dans leur zone respective, dont le GIFT. D'autres compétitions sont en pourparlers pour les plus jeunes, sans compter le football scolaire lancé par le Président Dr Patrice Motsepe, qui permet aux enfants de découvrir le football très jeune et ainsi d'apprendre les bonnes valeurs que nous voulons faire acquérir aux générations futures. Il y a également le futsal féminin qui commence à prendre forme. Pour cela, nous nous devons professionnaliser le football féminin afin de convaincre nos sponsors potentiels de nous accompagner davantage. Grâce aux progrès réalisés nous avons réussi à imposer une image positive du football féminin en Afrique. Chaque année le Prize money augmente dans le but d'encourager les équipes féminines.

Question : En marge de la ligue



des champions féminine, il y a eu le tirage au sort de la Coupe d'Afrique, que pouvez-vous nous dire sur cette compétition ?

K.I : Comme à chaque édition, nous attendons de belles surprises. Avec ce que nous venons de vivre dans la WCL avec la FC Massar et TP Mazembe, il ne faut plus vendre la peau de l'ours avant de la détenir. Toutes les équipes travaillent durement pour se faire gratifier et rentrer la tête haute. La Coupe d'Afrique des Nations féminine est la plateforme

idéale et représente un passeport pour la qualification de la Coupe du Monde Féminine de la FIFA. Donc j'attends des rebondissements certainement invraisemblables ! C'est ce qui constitue la beauté du jeu ! Comme dit un de mes collègues, Mr Seydou Mbombo Njoya, tout cela confirme incontestablement que le football féminin sera l'événement majeur dans ce 3ème millénaire que nous traversons.

Propos recueillis par Imtiyaz

STADE DE MALUZINI

Des travaux de réhabilitation pour bientôt

On n'est jamais bien servi, que par soi-même. Si l'adage n'a pas été au rendez-vous dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations Maroc 2025, l'Etat et la Fédération de Football des Comores comptent tout mettre en œuvre pour que les Cœlacanthes retrouvent leur milieu naturel dans les meilleurs délais. Pelouse, infrastructures, et sécurité, tout sera remis à plat dans les prochains mois, afin de permettre au stade de Maluzini de recouvrer son allure d'antan.

Si cela n'a pas porté préjudice sur le rendement de l'équipe, cela a été un énorme manque à gagner pour la Fédération, et une absence de soutien pour les Verts, onze matches durant. Une coulure, que le gouvernement et la Fédération ont dû avaler en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. L'absence des Cœlacanthes sur ses terres depuis une année (dernières rencontres à domicile, 17 et 21 novembre 2023) ne serait plus qu'un mauvais souvenir pour bientôt. Si une date n'a pas encore été annoncée, les deux premiers trimestres de l'année à venir seraient les plus

probables pour un retour à la normale du grand stade du pays.

Pour rendre cette tâche plus facile encore, à la demande du président de la Fédération de Football des Comores, Said Ali Said Athouman, la CAF va dépêcher trois experts de trois spécialités différentes pour faire le diagnostic des besoins. « A la demande de la FFC, la Confédération Africaine de Football a mandaté trois experts de trois domaines différents (Pelouse, infrastructures, et sécurité), pour évaluer les besoins pour remettre à niveau le stade de Maluzini. Déjà sur place, André Albert CULI-

BERGH (Pelouse) a passé toute la journée de ce samedi à Maluzini, pour s'enquérir de l'état de la pelouse ».

Hier lundi, la mission de la CAF s'est poursuivie avec l'arrivée d'un deuxième expert, en la personne de Alan CHICANA spécialiste de la sûreté et de la sécurité sur les stades de football. « Après la pelouse, c'est au tour de l'expert en Sûreté et Sécurité de venir évaluer les besoins du stade de Maluzini dans le domaine de la sécurité. Alan CHICANA, l'expert de nationalité kenyane va maintenant établir ses recommandations pour la mise à

niveau du stade sur le plan de la sécurité et de la sûreté », nous fait dire, la FFC à travers une publication sur sa page Facebook. Aujourd'hui, un autre expert sur les infrastructures est attendu à Moroni pour les mêmes raisons, voir les failles qui existent sur le stade de Maluzini. Les conclusions de ces experts seront rendus sous peu à la fédération, qui devra à son tour faire part au gouvernement propriétaire du stade pour que les travaux puissent démarrer dans les meilleurs délais.

Imtiyaz

HABARI ZA UDUNGA

Écouter, de temps à autre, ceux qui n'ont plus voix au chapitre

Il est reconnu par les spécialistes des sciences humaines que chaque communauté est porteuse d'exigences spécifiques, qui dépendent de leurs systèmes sociaux et de leurs représentations culturelles. Aussi, on peut s'interroger à l'infini sur ce thème, concernant les îles de la lune.

On peut se demander si ces exigences spécifiques reflètent quelque chose de concret dans la mesure où nous semblons être portés par les aléas de la vie que par une volonté affichée d'essayer de maîtriser une part de notre destinée. Dans certains cénacles internationaux nous clamons haut et fort

notre volonté de nous assumer mais par la pratique nous nous embourbons dans les eaux marécageuses d'une pensée qui n'arrive pas à mûrir au sein du microcosme politique. Tout cela, doit nous amener à revoir la problématique qui est la nôtre, à savoir la paupérisation grandissante dans le pays avec des formes de gouvernance qui semblent constituer des entraves et lesquelles, personne n'ose ou ne souhaite s'en débarrasser. Bien sûr, vu sous cet angle c'est plus facile à dire quand on ne connaît pas les pesanteurs des îles de la lune.

C'est ainsi qu'entre des acteurs de plus en plus nombreux, aux intérêts différents, voire antagoniques,

celle amène ceux qui sont au pouvoir à ne pas savoir quelle manette il faut tirer. Tout ceci, soulève encore d'autres questions et dans la majorité des cas les uns et les autres se mettent à tergiverser et l'opinion croit y déceler, à juste titre, un immobilisme.

Nous savons que beaucoup de mesures de l'action publique se concentrent sur le management de la fonction publique et des sociétés d'état et parapubliques. L'Etat se réduit dans la plupart des cas, à des messieurs et des dames, qui gravitent dans les cercles concentriques du pouvoir et qui essaient de jouer les entremetteurs. L'absence de vision à moyen et long terme, pousse ainsi les responsables politiques

toutes tendances confondues, à des alliances contre nature, croyant à tort, qu'ils tracent de sillons pour le développement.

Selon certains, et ils ne sont pas des moindres, nos rapports avec l'ancienne puissance coloniale seraient la source de nos problèmes, pour parler un langage politiquement correct. Sur ce point, le microcosme dans sa grande majorité y adhère. Le hic est qu'au sein de ce microcosme, les divergences sont légion face à l'attitude à adopter. De temps à autres, certains font des propositions qui sont de nature à engager un vrai dialogue sur la question. Cependant, il semble qu'il se trouve toujours au sein de l'establishment

gaulois des nostalgiques des confettis de l'empire et des extrémistes locaux pour élever la voix contre ces « éternels assistés » que nous somme sensés être. Et on nous sort toujours la politique de la carotte et du bâton.

Mais pour l'heure, il convient de trouver les voies et moyens pour que le sentiment de vivre dans du « msadjadja » ne soit qu'un mauvais souvenir. Et pour cela, il faudra que notre classe politique garde les pieds sur terre et écoute de temps à autre, ceux qui n'ont plus voix au chapitre.

Mmagaza



APPEL A CANDIDATURES

FORMATION DES FEMMES CANDIDATES AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET COMMUNALES 2025

Le PNUD et ECES lancent un appel à candidature pour la formation des **Femmes candidates** aux élections législatives et communales du 12 et 16 janvier 2025.

Cette formation se situe dans le cadre de la mise en œuvre des projets « **Appui à l'Autonomisation, l'Engagement et l'Expression à travers l'éducation civique (E3CE)** » financé par USAID et mis en œuvre par le PNUD, et « **renforcement de la protection sociale et de la participation des femmes, des jeunes et de la société civile – Shawiri** », financé par l'Union européenne et mis en œuvre par un consortium mené par ECES.

L'objectif de la formation est de renforcer le leadership politique des femmes pour participer de façon effective à la prise de décision dans la gestion des affaires publiques.

Les partis politiques ou les candidates indépendantes dont les candidatures ont été acceptées par la CENI et désireux de bénéficier de cette formation, peuvent faire parvenir leurs noms, prénoms, affiliation institutionnelle, téléphones et emails de leurs candidates, au plus tard à **17h00 le 26 novembre 2024** à l'adresse mail suivante: registry.km@undp.org

Pour l'efficacité de la formation, le nombre de places est limité à **50 participantes à Mwali, 200 à Ndzouani et 200 à Ngazidja**. Pour chaque île, les postulantes seront retenues pour la formation par ordre d'arrivée jusqu'à concurrence des places disponibles. Les formations seront conjointement animées par le PNUD et le Projet SHAWARI/ECES en collaboration avec la CENI, suivant le calendrier ci-après :

Anjouan : 02- 03 décembre 2024
Mohéli : 05 - 06 décembre 2024
Ngazidja: 09 -13 décembre 2024

APPEL À CANDIDATURE

ATELIER

de formation sur le leadership féminin en période électorale.

Vous êtes Comorienne, déterminée à faire entendre votre voix ?
Vous êtes engagées pour des changements transformationnels de la société ?

Cet atelier de formation en leadership est fait pour vous alors inscrivez-vous !

Rejoignez-nous et bâtissons ensemble un avenir où les femmes joueront un rôle central dans les décisions politiques.

Date limite D'inscription
28
Novembre
2024